

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUILLET 1901.

Protestation contre l'exonération des droits dont jouissent les particuliers qui plantent des tabacs pour leur propre consommation.

(Pétitions de fabricants, négociants et courtiers en tabacs, présentées le 14 mai 1901.)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE ⁽¹⁾,
PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

La législation belge sur les tabacs a subi de nombreuses variations, tant au point de vue des droits de douane, qu'au point de vue du droit d'accise.

Voici le résumé succinct des différentes lois qui ont régi cette matière depuis 1879.

LOI DU 28 JUILLET 1879.

Droits de douane (applicables à partir du 1^{er} août 1879).— Par 100 kilogrammes : Tabacs non fabriqués, 20 francs ; côtes de tabac, 15 francs.

Tabacs fabriqués : Cigares, 258 francs ; autres, 42 francs.

Droits d'accise. — Fr. 1.50 par are planté de tabac.

Il est accordé exemption de l'impôt pour le tabac planté sur une parcelle de moins d'un are, régulièrement déclarée, lorsque celui qui a la disposition du terrain n'a aucune autre parcelle à déclarer et que la plantation de tabac est attenante à son habitation ou à un champ qu'il cultive.

(¹) La Commission permanente de l'industrie est composée de MM. DE WINTER, président ; BAUDUIN, BRABANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DUQUESNE, FERON, HUBIN, MAENHAUT, TRASENSTER, VAN LANGENDONCK, VERHAEGEN.

LOI DU 31 JUILLET 1883.

Droits de douane. — Par 100 kilogrammes : Tabacs non fabriqués et côtes de tabac, 70 francs; tabacs fabriqués, cigares et cigarettes, 300 francs; autres (y compris les tabacs écôtés), 100 francs.

Le gouvernement est autorisé à permettre, sous caution pour les droits, l'enlèvement temporaire, en Belgique, des tabacs étrangers destinés à recevoir une main-d'œuvre dans le royaume.

Droits d'accise. — 3 centimes par plant.

Ce droit est réduit à 2 1/2 centimes et à 2 centimes par plant dans les cantons où la récolte ordinaire est estimée ne pas atteindre respectivement 6 ou 5 kilogrammes de tabac sec par 100 plants.

Il est permis de cultiver, en exemption de l'impôt, un nombre maximum de 125 plants, lorsque le droit est de 2 1/2 ou 3 centimes et de 150 plants, lorsque le droit est de 2 centimes, à la condition que ces plants soient régulièrement déclarés et que le nombre de plants cultivés n'excède pas 2,000.

L'impôt est dû sur le nombre de plants déclarés par le redevable, après déduction des plants exemptés.

Il pourra être accordé décharge totale ou partielle de l'accise d'après les bases et aux conditions qui seront déterminées, par le Ministre des finances, aux cultivateurs qui déclarent cultiver du tabac pour l'exportation.

Un arrêté ministériel du 26 mars 1884 a fixé le taux de la décharge par 100 kilogrammes de tabac exporté, à une somme d'impôt représentant les droits dus sur 1,000 plants.

Les cultivateurs qui pendant l'année 1884, ne cultiveront pas un nombre de plants de tabac supérieur à la moyenne de leur culture pendant les années 1881 et 1882, jouiront d'une réduction de la moitié du droit pour leur culture de 1884 à la condition que les plants cultivés par eux soient régulièrement déclarés.

LOI DU 21 MAI 1888.

Droits de douane. — L'extrait de tabac (praiss) est soumis au même droit d'entrée que les tabacs non fabriqués en feuilles et côtes de tabac, soit 70 francs par 100 kilogrammes.

Droit d'accise. — 1 1/2 centime par plant.

Il est permis de cultiver, en exemption de l'impôt, un nombre maximum de 80 plants, à la condition qu'ils soient régulièrement déclarés à l'époque prescrite et que le nombre total des plants cultivés par celui qui a la disposition du terrain ne dépasse pas 80.

L'exemption ne peut être accordée qu'à un membre d'un même ménage ou d'une même famille, lorsque la culture est indivise.

LOI DU 17 AVRIL 1896.

Droits de douane. — Tabacs fabriqués : cigares et cigarettes, par 100 kilogrammes, 600 francs ; autres, y compris les extraits de tabac (prais), 120 francs.

Tabacs non fabriqués : écôtés, par 100 kil., 75 francs ; autres, y compris les côtes de tabac et les succédanés de tabac, 55 francs.

Droits d'accise. — (Art. 3, § 1). Le droit d'accise sur la culture du tabac est aboli.

Sont assujettis à un droit d'accise de 15 francs par 100 kilogrammes : les tabacs étrangers non fabriqués et les tabacs indigènes séchés, à l'exception de ceux utilisés par les planteurs pour leur consommation domestique.

La loi du 17 avril 1896 permet d'établir un droit de licence dont seront passibles tous ceux qui s'occupent du commerce, de la fabrication ou du débit de tabacs. Ce droit est fixé dans les limites suivantes :

Minimum : 5 francs. Maximum : pour les négociants et les fabricants, 1,000 francs ; pour les débitants, 500 francs.

Ce droit de licence n'a pas encore été appliqué ; les articles établissant ce droit ne sont pas encore exécutoires.

Les tabacs passibles du droit d'accise sont admis au régime de l'entrepôt fictif. Les tabacs non fabriqués passibles des droits d'entrée ou du droit d'accise sont admis en entrepôt particulier aux conditions à déterminer par le gouvernement.

Les tabacs peuvent être exportés avec décharge de l'accise en apurement d'un compte de crédit à terme.

La circulation des tabacs dans le royaume, de même que leur détention, sont soumises à l'accomplissement de certaines formalités, et doivent être couvertes par des documents justificatifs.

Arrêté royal du 7 juin 1897.

Il est permis d'enlever temporairement des entrepôts publics, sous caution pour les droits d'entrée et d'accise, les tabacs étrangers non fabriqués qui sont destinés à la fabrication de cigares pour l'exportation.

Le tableau récapitulatif ci-après établit la comparaison entre les divers régimes des lois ci-dessus résumées :

		LOI du 28 juillet 1879.	LOI du 31 juillet 1883.	LOI du 21 mai 1888.	LOI du 17 avril 1896.
Droits de douane par 100 kil.		Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
	Tabacs non fabriqués.	20	»	»	»
	Côtes.	15	»	»	»
Tabacs fabriqués.	{ Cigares	258	»	»	»
	{ Autres	42	»	»	»
	Tabacs non fabriqués et côtes de tabac	»	70	70	»
Tabacs fabriqués.	{ Cigares et cigarettes . . .	»	300	300	»
	{ Autres (y compris les tabacs écotés)	»	100	100	»
	{ Extraits de tabac (<i>prais</i>) . .	»	»	70	»
Tabacs non fabriqués.	{ Écotés	»	»	»	75
	{ Autres (y compris les côtes de tabac et les succédanés du tabac	»	»	»	55
Tabacs fabriqués.	{ Cigares et cigarettes . . .	»	»	»	600
	{ Autres (y compris les extraits de tabac (<i>prais</i>)). . . .	»	»	»	120
Droits d'accise.					
Droit d'accise sur les cultures de tabacs.		Fr. 1-50 par are cultivé.	3 centimes par plant pouvant se réduire à 2 1/2 et 2 cent.	1 1/2 centime par plant.	Aboli.
Nombre de plants permis en exemption de l'impôt.		Plants cultivés sur les parcel- les de moins d'un are.	125 à 150 plants.	80 plants.	Ad libitum.
Accise sur les tabacs étrangers non fabriqués.		»	»	»	45 francs par 100 kil.
Accise sur les tabacs indigènes séchés à l'exception de ceux employés par les planteurs pour leur consommation.		»	»	»	45 francs par 100 kil.

On remarquera que les droits de douane ont successivement augmenté,

tant sur les tabacs non fabriqués que, et surtout, sur les tabacs fabriqués; tandis que le droit d'accise sur la culture du tabac diminue dans chaque nouvelle loi et finit par disparaître en 1896.

Il est assez intéressant d'examiner quelles ont été les conséquences des différents régimes qui se sont succédés dans la législation des tabacs en Belgique.

Le tableau ci-après donne tous les renseignements désirables :

ANNEES.	POPULATION DU ROYAUME	QUANTITÉS DE TABACS importées. (Commerce spécial.)	CULTURE DU TABAC INDIGÈNE.					
			SUPERFICIE DES CULTURES.	NOMBRE DE PLANTS DÉCLARÉS.		TOTAL du nombre de Plants déclarés. (Imposables et non imposables.)	NOMBRE approximatif de Plants réellement récoltés.	POIDS MOYEN du tabac sec par 100 plants.
				Imposables.	Non imposables.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
		Kil.	Ares. C.			Plants	Plants	K. gr.
1880	5,520,009	7,203,715	220,228 18	46,575,226	42,612,068		71,574,158	6.666
1881	5,585,846	9,746,985	257,248 09	52,158,620	42,736,166		83,593,604	6.470
1882	5,655,197	14,791,803	242,893 60	52,295,831	43,582,797		78,820,570	6.470
1883	5,720,807	12,970,926	234,497 21	45,461,848	39,455,671		75,502,963	6.470
1884	5,784,958	3,382,397		39,019,528	22,565,537	61,584,865	61,102,036	6.470
1885	5,853,278	7,142,101		45,784,147	27,232,060	73,036,207	70,945,317	6.470
1886	5,909,975	8,781,399		44,588,938	50,362,699	74,951,637	71,443,516	6.470
1887	5,974,743	8,800,962		43,377,523	33,593,673	76,971,196	72,662,095	4.898
1888	6,030,043	8,660,298		58,573,217	8,946,436	67,519,653	64,928,818	5.437
1889	6,093,798	9,082,556		54,736,027	8,789,549	63,525,576	62,444,352	6.488
1890	6,069,321	9,126,155		60,081,789	10,281,833	70,363,622	65,987,035	6.138
MOYENNES décennales.		9,248,558	244,879 63 (3 ans).			69,707,508 (7 ans).	71 043,030	
1891	6,136,444	9,257,606		57,139,813	9,890,565	67,130,376	63,714,318	6.152
1892	6,195,355	8,924,812		53,449,002	10,010,603	63,459,605	62,135,591	6.721
1893	6,262,272	8,702,195		67,139,315	10,388,100	77,527,415	76,248,298	7.003
1894	6,341,958	8,378,925		75,483,111	11,512,317	86,995,758	83,822,750	7.287
1895	6,440,783	7,960,608		62,672,905	8,631,494	71,304,397	70,897,375	7.287
1896	6,495,886	9,357,930		48,356,004	46,368,767	95,021,712	94,724,971	6.556
1897	6,586,593	8,730,134		48,074,995	45,659,794	93,734,789	93,445,786	6.888
1898	6,669,732	8,896,362		46,364,239	43,597,734	89,961,973	89,777,443	6.773
1899	6,744,552	9,384,564		57,275,114	47,823,480	105,098,894	104,937,444	6.665
1900	6,815,054	9,685,359		72,249,880	49,509,389	121,759,269	121,580,091	6.569
MOYENNES décennales.		8 927 849				87,199 419	86,128,407	

			TOTAL des colonnes 3 et 10.	QUANTITÉS DE TABACS EXPORTÉES. (Commerce spécial.)	CONSOMMATION (différence entre les colonnes 13 et 14.	CONSOMMATION par tête d'habitant.	DROITS PERÇUS.			Montant des droits d'accise correspondant aux quantités de tabac asortées de l'impôt
QUANTITÉ approximative de Tabac récolté.	Nombre de plants cultivés en moyenne par are.	Prix moyen par kilogramme.					DOUANE.	ACCISE.		
								TABACS indigènes.	TABACS étrangers.	
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Kil.		Fr. C	Kil.	Kil.	Kil	Kil	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
4,771,133	416	»	11,974,848	338,317	11,636,531	2,108	1,576,967	167,457	»	»
5,408,841	372	»	15,155,824	318,830	14,836,994	2,656	2,065,747	207,717	»	»
5,100,006	395	1.41	19,891,809	309,646	19,582,163	3,462	3,098,061	192,211	»	»
4,885,344	362	1.57	17,856,270	318,037	17,538,233	3,065	3,059,474	180,156	»	»
3,953,546	289	1.80	7,335,943	187,930	7,148,013	1,235	2,168,422	270,981	»	»
4,590,446	328	1.83	11,732,547	192,677	11,539,870	1,971	4,935,375	719,737	»	»
4,816,801	311	1.63	13,598,200	184,827	13,413,373	2,269	6,255,118	965,611	»	»
3,558,991	308	1.31	12,359,953	192,079	12,167,874	2,036	6,220,293	752,862	»	»
3,529,935	307	1.38	12,190,233	180,321	12,009,912	1,991	6,159,272	810,041	»	134,196
4,051,115	299	1.42	13,133,671	223,390	12,910,281	2,118	6,330,183	774,969	»	131,840
4,050,370	300	1.39	13,176,525	215,417	12,961,108	2,135	6,485,364	822,607	»	154,227
4,394,539			13,643,097	232,315	13,410,782		4,677,731	569,689		
3,919,669	300	1.39	13,177,275	203,509	12,973,766	2,114	6,616,262	855,507	»	148,358
4,176,392	297	1.42	13,101,204	201,276	12,899,928	2,082	6,378,086	796,640	»	150,159
5,339,907	295	1.42	14,042,102	164,961	13,877,141	2,215	6,282,723	865,546	»	155,821
5,654,657	299	1.35	14,013,582	143,587	13,869,995	2,027	6,096,010	1,023,364	»	172,684
5,166,242	295	1.35	13,126,850	159,817	12,967,033	2,023	5,861,549	»	»	129,472
6,191,235	267	1.23	15,549,165	153,761	15,395,404	2,216	6,808,895	»	»	454,599
6,436,852	266	1.18	15,166,986	176,921	14,990,065	2,276	5,736,076	47,759	649,478	471,757
6,081,149	269	1.22	14,977,511	185,841	14,791,670	2,218	5,232,746	485,021	1,298,045	442,931
6,992,950	269	1.15	16,377,514	191,221	16,186,293	2,400	5,534,337	482,261	1,376,247	478,038
7,987,013	274	1.16	17,672,372	150,557	17,521,815	2,571	5,727,129	517,137	1,417,244	487,866
5,792,607			14,720,456	173,145	14,547,311		6 027,381	981,425		

Il résulte du tableau qui précède, que :

1° Le nombre de plants imposables n'a cessé d'augmenter depuis 1880.

Dans la période qui a suivi la loi de 1896, il s'est élevé successivement, en 1898, à 46 millions de plants, en 1899, à 57 millions de plants et a atteint, en 1900, le chiffre de 72 millions.

Cet accroissement considérable de 26 p. c. de la culture industrielle contraste avec les résultats fâcheux et les sombres pronostics exposés dans le rapport de M. Delannoy.

Peut être, pourrait-on soupçonner que la crise dont se plaint l'industrie du tabac, provient, au moins en partie, d'une surproduction trop rapide contrariée dans son essor par la production familiale.

Il est à remarquer que la consommation a suivi une marche ascendante corrélative.

Elle était, en 1898, de 14,791,000 kilogs; en 1899, de 16,186,000 kilogs et en 1900, de 17,521,000 kilogs.

2° Le nombre des plants non imposables a varié suivant les divers régimes auxquels il a été soumis.

De 1880 à 1883, sous le régime du droit d'accise de fr. 1.50 par are, il est d'environ 45 millions de plants; de 1883 à 1887, sous le régime du droit de 3 centimes par plant avec 125 à 150 plants indemnes, il tombe à environ 30 millions de plants; de 1888 à 1896, sous le régime du droit de 1 1/2 centimes par plant et 80 plants indemnes, il se réduit à environ 9 millions de plants; enfin, à partir de 1896, il progresse vivement et, d'environ 9 millions de plants, il s'élève en 1900 à 49 millions, soit une augmentation de 444 p. c.

3° Le produit de l'accise sur le tabac indigène a augmenté régulièrement depuis 1880, pour atteindre en 1894 son maximum, qui était de 1 million de francs; aujourd'hui le même produit tombe à 517,000 francs, et le montant des droits correspondant aux quantités de tabac exonérées est de 487,000 francs.

Le produit des douanes a baissé. Tandis qu'il se maintenait depuis 1886 à plus de 6 millions de francs, il est descendu en 1900, à 5,700,000 francs. Mais comme contre-partie, il faut tenir compte de ce que le droit d'accise sur les tabacs étrangers a donné 1,400,000 francs, ce qui donne pour le total des impositions sur les tabacs étrangers, la somme de 7,144,000 francs.

La situation contre laquelle protestent les pétitionnaires est donc celle-ci :

La loi de 1896 a aboli l'accise sur la culture du tabac. Elle exonère du droit d'accise sur le tabac séché, celui utilisé par le planteur pour sa consommation domestique, et elle ne limite aucunement les quantités qui peuvent profiter de l'exonération.

La taxe ne frappe que l'acheteur ou le fabricant, tandis que le planteur se trouve exempté de toute formalité et de toute surveillance.

Il lui est donc facile de vendre en fraude et par quantités, maxima de 10 kilogrammes, tout ou partie de sa récolte, à ses voisins ou à des com-

plices, et ce au grand dam des fabricants et des débiteurs de tabac, qui, depuis 1896, ne cessent de se plaindre de cet état de choses.

On ne peut opposer à ces réclamations une fin de non-recevoir.

L'exemption de l'impôt accordé par la loi de 1896 constitue un privilège en faveur des cultivateurs des Flandres, du Hainaut et du sud des provinces de Namur et de Luxembourg. Ceux-ci peuvent fumer leur tabac exempt d'impôt et même le débiter en fraude, tandis que les cultivateurs des autres pays, ainsi que les fabricants et débiteurs, doivent acheter leur tabac et payer l'accise. Il en est de même des ouvriers des villes et des centres industriels.

Il y a donc là un privilège au profit de quelques-uns, au détriment des autres.

Dans la séance du Sénat du 13 juin 1901, M. Delannoy a présenté un rapport très compétent, sur la pétition qui nous occupe. (*Annales parlementaires*, Sénat, page 371.)

*
* *

« Le législateur, de 1896, dit-il, en modifiant la loi du 31 juillet 1883, poursuit un double but : celui de réprimer la fraude qui se pratiquait sur nos frontières à la suite de la surélévation des droits de douane, et, en même temps, celui d'assurer une plus grande somme de liberté et de facilité à la culture indigène.

» Sur le premier point, le succès fut complet. Grâce aux bonnes mesures votées, la fraude fut réprimée et se réduit aujourd'hui à une infiltration sans importance.

» Sur le second point, le résultat fut moins heureux. Pour abolir l'impôt sur la culture et rendre au planteur sa liberté, le législateur vota ce principe, que le droit ne serait plus dû par le producteur de la récolte, mais bien par l'acheteur qui seul en resterait redevable.

» Cette disposition, belle peut-être en théorie, eut dans la pratique, les résultats les plus fâcheux. Elle consacra légalement le droit à l'exonération de la culture familiale, laquelle, tout d'abord en 1883, n'avait été accordée qu'à titre de privilège.

» Elle empêcha toute surveillance et tout contrôle sérieux et, par suite, amena une fraude colossale en matière de droits d'accises. Enfin, elle rendit impossible toute application sérieuse de la loi.

» Le privilège de l'exonération, déjà accordé en 1883, rencontra dès le début une opposition violente de la part même des membres du Parlement réputés les plus fervents défenseurs de l'agriculture. »

M. Delannoy expose ensuite les abus et les fraudes qui ont résulté des exonérations successives depuis 1884 jusqu'à 1900, ainsi que les pertes qui en ont été la conséquence pour le Trésor public.

« Et si on considère que la quantité indenne suit une marche de plus en plus ascendante, on peut prédire à bon escient que, à moins de change-

ments radicaux, la culture industrielle et la fabrication des tabacs à pipe sont condamnées à une mort inévitable.

» Comment, en effet, leur est-il possible de soutenir la concurrence?

« Le planteur exonéré ne paye aucun droit, tandis que les planteurs industriels ou les fabricants doivent acquitter 15 francs par 100 kilogrammes, soit de 20 à 30 p. c. sur la valeur intrinsèque. Ils ont en outre à payer de grands frais de patente et de manipulation et doivent trouver dans leur travail les moyens d'élever leur famille.

» Le planteur amateur trouve sans frais son tabac dans son jardin et le coupe avec le premier couteau qui lui tombe sous la main.

» Et, chose incroyable ! toutes les faveurs et les facilités sont accordées à ce dernier ; tandis que les autres sont soumis à un régime de suspicion et de surveillance parfois excessivement tracassier.

» La perte d'une grande partie de leur clientèle n'est pas le seul grief de nos malheureux industriels. Non seulement les pseudo-planteurs ne payent aucun impôt sur les tabacs qu'ils consomment et distribuent à leurs amis, mais ils ne se soucient guère de l'acquitter sur l'excédent parfois considérable de leur récolte, dont ils se débarrassent à tout prix rendant la concurrence loyale impossible.

» Dès lors faut-il s'étonner des prix fabuleusement bas auxquels dans certaines régions se débitent les tabacs fabriqués. Sur tous les marchés publics des deux Flandres on les offre à des conditions auxquelles il serait tout à fait impossible de les céder si les droits avaient été payés et la matière première normalement acquise.

» Si, comme le sucre, l'eau-de-vie et la bière, le tabac devait subir une fabrication pour être rendu apte à la consommation, on aurait compris cette liberté absolue accordée à la culture ; le contrôle aurait pu s'exercer à l'intérieur des fabriques. Mais comme il peut être consommé sans aucune préparation préalable, il est impossible de contrôler si ce que les particuliers ont récolté, a été consommé par eux-mêmes ou bien s'ils l'ont revendu fabriqué ou en feuilles.

» La fraude est d'autant plus facile que le nombre des planteurs, déjà aujourd'hui si considérable, augmente encore sans cesse et que la quantité qu'ils produisent est généralement minime et échappe à toute surveillance pendant le transport.

» Dans tous les cas, il est certain qu'une grande quantité de tabac indemne doit être livrée au commerce, car en admettant un nombre considérable de planteurs, il n'est pas possible que ceux-ci aient pu consommer cette quantité énorme de 4 millions de kilogrammes.

» Tout, du reste, dans la loi contribue à faciliter la fraude.

» Comme il a été dit ci-dessus, chacun peut planter en tous lieux des quantités illimitées sans avoir à remplir la moindre formalité préalable.

» La récolte faite, les tabacs verts peuvent être librement transportés dans n'importe quel séchoir, que celui-ci soit en possession d'un seul ou de plusieurs occupants. La loi ne permet pas à l'accisien d'exercer dans ce local la moindre surveillance et lui en défend sévèrement l'entrée.

» Il est donc matériellement impossible de constater quelle quantité de tabac y a été introduite et laquelle a été consommée par les planteurs ou revendue à des tiers.

» Dans l'esprit de la loi, toute la surveillance doit s'exercer sur les transports des tabacs après leur complet séchage et leur sortie des séchoirs. Mais ici encore, la loi, contrairement à tous les principes fiscaux, s'est plu à contrarier le contrôle légal et à favoriser les pratiques frauduleuses.

» Elle permet au planteur exonéré de transporter son tabac séché sans aucun document ni déclaration, par quantités maximum de 10 kilogrammes, chez le hâcheur du village. Toutefois, elle s'abstient de spécifier combien de fois ces transports peuvent se répéter et ne se soucie nullement de ce que deviendront ces tabacs coupés.

» Et comme ce hâcheur peut être lui-même planteur et débitant sans autre restriction que celle de placer son hâchoir dans un autre local que celui où il fait son débit, on peut facilement s'imaginer les fraudes qui se pratiquent.

» Et dire qu'il n'y a aucun remède à apporter à cette triste situation aussi longtemps que la loi n'aura pas été amendée !

» Telle qu'elle est aujourd'hui, voici ce qui peut se passer :

» Un habitant de Bruxelles veut planter du tabac dans une de ses propriétés situées aux environs de Wervicq ou sur les bords de la Semois. Il n'est soumis à aucune formalité ni redevable d'aucun impôt, puisqu'il plante pour sa consommation. La récolte faite, il dépose son tabac vert dans la grange d'un de ses fermiers. Mais quand son tabac est séché, comment pourra-t-il l'enlever, l'amener à Bruxelles et l'y détenir.

» La loi lui a permis de planter son tabac indemne de tous droits pour sa consommation et celle de ces parents ; elle lui a même permis de le distribuer à titre gratuit à ses amis et connaissances ; aussi longtemps qu'il ne vend pas, il n'est pas redevable. Mais par une contradiction inexplicable, la même loi ne lui permet pas d'enlever et de transporter sans documents prouvant que l'impôt a été réellement acquitté. Et s'il veut payer l'impôt pour pouvoir entrer en libre possession de sa marchandise, il ne le peut pas ; d'après la disposition de la loi, il n'a même pas qualité pour déclarer le produit à l'impôt, à moins qu'il ne soit en même temps fabricant.

» Il faudrait en conclure que le législateur a voulu exclure l'habitant des villes du privilège accordé aux seuls campagnards, mais pourquoi alors ne l'a-t-il pas spécifié expressément ? ou aurait-il craint de violer le principe constitutionnel établissant l'égalité de tous les citoyens devant la loi et l'impôt ?

» On le voit, avec ses dispositions actuelles, la loi est tout à fait impraticable et elle le deviendra encore davantage à mesure que la grande culture aura fait place à la culture des particuliers. Celle-ci s'étend de plus en plus, grâce à la propagande active faite en sa faveur par tous les fonctionnaires du Gouvernement et, principalement, par les ingénieurs agricoles et les instituteurs.

» Il y a vingt-ans, la culture des tabacs ne se pratiquait que dans les deux Flandres, le Hainaut et le Brabant. Elle était complètement inconnue dans

nos cinq autres provinces. Aujourd'hui, dans tout le pays, il n'y a plus guère de commune qui n'ait ses planteurs, au grand dommage de tous les intérêts, y compris ceux du Trésor, qui voit ses recettes de plus en plus compromises.

» Il y aurait peut-être lieu à revenir aux systèmes Graux et à imposer la culture, soit d'après l'étendue du terrain cultivé, soit d'après le nombre des plants, sans aucune exonération pour les cultures familiales.

» Les représentants de la nation doivent être bien convaincus que ce que la culture et la fabrication leur demandent est avant tout une œuvre de justice. Elles ne sollicitent ni faveurs ni privilèges, mais seulement un régime d'égalité sans lequel elles ne sauraient vivre. Nous ne pouvons pas rester indifférents à la ruine d'une des plus anciennes et des plus intéressantes industries nationales, répandue sur tous les points du pays et occupant des milliers de bras.

» Nous ne pouvons pas non plus laisser perdurer un régime établi tout à fait en dehors de l'esprit de la loi. Celle-ci n'avait voulu favoriser que quelques malheureux cultivant un lopin de terre autour de leurs chaumières, mais nullement cette masse de gens aisés exploitant l'exonération pour en retirer par la fraude un bénéfice illicite. Enfin, nous devons comprendre que l'agriculture nationale n'a rien à gagner à l'extension de la culture des particuliers, mais, au contraire, qu'elle perdra une de ses plus précieuses ressources le jour où la grande culture aura définitivement succombé sous la concurrence. Les planteurs commencent à comprendre que leurs intérêts ont été mal servis et que le régime actuel leur est des plus désastreux.

» Malgré la grande extension qu'a prise la consommation des tabacs belges, le placement en devient de plus en plus difficile. Les prix obtenus sont en outre dérisoires. Alors que les tabacs étrangers ont haussé de 50 p. c., les prix des indigènes, au lieu de suivre dans la même proportion, ont baissé, au contraire, de 30 p. c.

» Et pourquoi cette situation tout à fait anormale ? Ne faut-il pas l'attribuer aux énormes quantités produites par les particuliers, quantités qui finiront par étouffer tout commerce, toute industrie et toute culture professionnelle en ne procurant aux favorisés qu'un avantage de 1 fr. 20 c. par année ? »

*
* *

La Commission du Sénat a conclu en faveur de la suppression de l'exonération accordée à la culture prétendument familiale et invite le Gouvernement à prendre l'initiative de cette mesure dans l'intérêt de l'agriculture, du négoce et de l'industrie des tabacs.

Trois solutions se présentent pour résoudre la question qui nous occupe :

1° Celle qui résulte du rapport de M. Delannoy, c'est-à-dire la suppression de l'exonération de la culture dite familiale et le rétablissement de l'accise sur la culture pour tout le monde sans exception ;

2° Une solution inverse serait la suppression complète pour tout le monde, de l'accise sur la culture et sur les tabacs séchés.

La culture et la préparation des tabacs serait libre. Les tabacs étrangers restant frappés de droits de douane;

3° Enfin, il y a une solution mixte qui consisterait dans le retour à un régime analogue à celui de la loi de 1883 ou de 1888.

Examinons d'une façon générale quels seraient les avantages et les inconvénients de ces trois solutions :

1° La première rétablit l'accise sur la culture et supprime probablement l'accise de 15 francs sur les tabacs séchés indigènes.

Dès lors, la culture familiale et la culture industrielle se trouveraient sur le même pied. Quel serait le montant de l'accise? La loi de 1888 fixait 1 1/2 centimes, mais permettait 80 plants indemnes. La solution proposée par M. Delannoy supprimant toute exonération familiale, il semble qu'on pourra difficilement éviter une réduction du taux de 1 1/2 centimes à 1 centime. Le nombre de plants imposables actuellement augmentera, tandis que celui des plants de culture familiale, retombera à environ 10 millions, comme il était avant 1896.

Si nous admettons la progression accusée pour 1898-1899 et 1900, le nombre de plants imposables devrait atteindre en 1902 au moins 82 millions, tandis que la culture familiale serait de 10 —

Total . . . 92 millions.

92 millions de plants à 1 centime donnera comme produit d'accise sur les tabacs indigènes : 920,000 francs au lieu de 517,000 francs.

Et on peut admettre ces chiffres comme des minima. Il y a donc tout avantage pour les finances de l'État.

Mais comment cette réforme sera-t-elle accueillie par les planteurs familiaux déshabitués de tout contrôle de leurs plantations, exonérés de toute formalité et de toute imposition.

Il faut s'attendre à une résistance énergique de ce côté.

2° Le second système rencontrerait probablement les sympathies des consommateurs et producteurs de tabacs indigènes ; mais il serait désavantageux pour les finances de l'État.

Les droits perçus en 1900 sur les tabacs sont :

Douane	fr. 5,727,000
Accise. { Tabacs indigènes	fr. 517,000
{ Tabacs étrangers	» 1,417,000
	» 1,934,000
Total.	fr. 7,661,000

On peut donc objecter que :

a) L'État perdrait les 517,000 francs d'accise par les tabacs indigènes ;

b) Dans le cas où la suppression de l'accise sur les tabacs indigènes entraînerait celle des tabacs étrangers, l'État perdrait encore 1,417,000 francs.

3° Nous avons enfin, le retour à un régime analogue à celui de 1883 ou de 1888.

Les conséquences financières et commerciales de ces régimes ont été expérimentées et sont consignées dans le tableau joint au présent travail.

Si ces régimes ont été modifiés, c'est qu'on y a trouvé de graves inconvénients.

Ces inconvénients sont décrits dans le rapport de M. Delannoy et le pire de tous, est encore la fraude, contre laquelle des mesures spéciales devraient être prises.

La Commission de l'Industrie après examen et discussion, a conclu en faveur de la seconde solution, et propose l'abolition du droit d'accise tant sur les tabacs indigènes que sur les tabacs étrangers. Ces derniers grevés de droits de douane importants, ne pourraient supporter un droit d'accise, dont les autres seraient indemne, sans qu'il en résulte un préjudice pour les fabricants qui emploient les tabacs exotiques en tout ou en partie, comme matière première, et sans nuire au commerce d'importation des tabacs étrangers, déjà fortement imposés.

D'autre part, la suppression du droit d'accise sur le tabac indigène aurait l'avantage d'encourager une des rares cultures encore rémunératrices dans nos pays, tandis que le rétablissement de l'accise sur la culture rencontrerait la réprobation générale des planteurs, déshabitués depuis plusieurs années de toute surveillance fiscale.

La Commission permanente de l'Industrie considérant donc, que la suppression de toute accise sur les tabacs sert à la fois les intérêts des négociants, des fabricants et des planteurs, propose le renvoi de la pétition à M. le Ministre des Finances et recommande la solution, exposé ci-dessus, à la sollicitude du Gouvernement.

Le Rapporteur,

JULES DALLEMAGNE

Le Président,

JEAN DE WINTER.



(N^o 231.)

Kamer van Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 17 JULI 1901.

Verzet tegen de vrijstelling van rechten, verleend aan bijzondere personen, die tabak planten voor eigen gebruik.

(Verzoekschrift van fakrikanten, handelaars en makelaars in tabak, den 14^e Mei 1901 overgelegd.)

VERSLAG

UIT NAAM VAN DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR NIJVERHEID ⁽¹⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

De wetsbetalingen betreffende de tabak werden herhaaldelijk gewijzigd, zóowel vóór tol- als voor accijnsrecht.

Ziehier den korten inhoud van de verschillende wetten sedert 1879.

WET VAN 28 JULI 1879.

Tolrecht (van toepassing te beginnen met 1 Augustus 1879). — Per 100 kilo : Onbewerkte tabak, 20 frank ; tabaksribben, 15 frank.

Bewerkte tabak : Sigaren, 258 frank ; andere tabak, 42 frank.

Accijnsrecht. — Fr. 1-50 per are met tabak beplant.

Vrijstelling van belasting wordt verleend voor tabak, geplant op een perceel van min dan één are, regelmatig aangegeven, wanneer hij, die over het land beschikt, geen ander perceel heeft aan te geven en het tabaksveld aan zijne woning of een door hem bewerkt veld paalt.

(1) De bestendige Commissie voor nijverheid bestaat uit de heeren DE WINTER, voorzitter ; BAUDUIN, BRABANT, CARTUYVELS, COOREMAN, DALLEMAGNE, DUQUESNE, FERON, HUBIN, MAENHAUT, TRASÉNSTER, VAN LANGENDONCK, VERHAEGEN.

WET VAN 31 JULI 1883.

Tolrecht. — Per 100 kilo : Onbewerkte tabak en tabaksribben, 70 frank ; bewerkte tabak, sigaren en sigaretten, 300 frank ; andere (gestripte tabak inbegrepen), 100 frank.

De Regeering is gemachtigd, mits borgstelling voor de rechten, in België tijdelijk uit de stapelhuizen te laten wegnemen, vreemde tabak die in 't land moet bewerkt worden.

Accijnsrecht. — 3 centiemen per plant.

Dit recht wordt tot 2 1/2 centiemen en tot 2 centiemen per plant verlaagd in kantons waar de gemiddelde ougst geschat wordt wederzijds niet meer op te brengen dan 6 of 5 kilo droge tabak per 100 planten.

Vrij van belasting mogen ten hoogste 125 planten worden geteeld, wanneer het recht 2 1/2 of 3 centiemen bedraagt, en 150 planten, wanneer het recht 2 centiemen belooft, op voorwaarde dat die planten regelmatig aangegeven zijn en het getal geteelde planten niet meer dan 2,000 bedraagt.

De belasting moet betaald worden voor het getal planten, door den schatplichtige aangegeven, na aftrek van de vrijgestelde planten.

De accijns kan, volgens grondslagen en voorwaarden, door den Minister van Financiën te bepalen, geheel of gedeeltelijk worden kwijtgescholden aan landbouwers, die verklaren tabak voor den uitvoer te planten.

Een ministeriëel besluit van 26 Maart 1884 bepaalt het bedrag van de ontlasting per 100 kilo *uitgevoerde tabak*, op eene som van belasting, die de rechten vertegenwoordigt, welke voor 1,000 planten verschuldigd zijn.

Landbouwers, die gedurende het jaar 1884 geen grooter getal tabaksplanten kweeken dan hunne gemiddelde teelt in de jaren 1881 en 1882, genieten eene vermindering van de helft van het recht voor hunne teelt in 1884, op voorwaarde dat de door hen geteelde planten regelmatig aangegeven zijn.

WET VAN 21 MEI 1888.

Tolrecht. — Uittreksel van tabak (prais) is onderhevig aan hetzelfde invoerrecht als onbewerkte tabak en tabakribben, dus 70 frank per 100 kilo.

Accijnsrecht. — 1 1/2 centiem per plant.

Vrij van belasting mogen ten hoogste 80 planten worden geteeld, op voorwaarde dat ze regelmatig zijn aangegeven op het bepaalde tijdstip en dat het volledig getal planten, geteeld door hem die over het perceel beschikt, niet meer dan 80 bedraagt.

Die vrijstelling mag slechts worden toegestaan aan één lid van een zelfde gezin of eene zelfde familie, wanneer de teelt onverdeeld is.

WET VAN 17 APRIL 1896.

Tolrecht. — Bewerkte tabak : sigaren en sigaretten, per 100 kilo, 600 frank ; andere, inbegrepen uittreksel van tabak (prais), 120 frank.

Onbewerkte tabak : gestripte, per 100 kilo, 75 frank ; andere, inbegrepen tabaksribben en surrogaten van tabak, 55 frank.

Accijnsrecht. (Art. 3, § 1.) — Het accijnsrecht op de tabaksteelt is afgeschaft.

Zijn onderworpen aan een accijnsrecht van 15 frank per 100 kilo : onbewerkte buitenlandsche tabak en gedroogde inlandsche tabak, uitgezonderd die, welke de planters voor huiselijk gebruik bezigen.

De wet van 17 April 1896 veroorlooft het instellen van een vergunningsrecht, waaraan onderworpen zal zijn alwie zich bezighoudt met handel in, bewerking of slijterij van tabak. Dit recht is binnen onderstaande grenzen bepaald :

Minimum : 5 frank ; maximum : voor handelaars en fabrikanten, 1,000 frank ; voor slijters, 500 frank.

Dit vergunningsrecht werd nog niet toegepast; de artikelen, waarbij dit recht wordt ingesteld, zijn nog niet uitvoerbaar gemaakt.

Tabak onderworpen aan accijnsrecht, wordt tot het regiem van fictief stapelhuis toegelaten. Onbewerkte tabak, aan invoer- of aan accijnsrecht onderworpen, wordt in bijzonder stapelhuis toegelaten, onder de voorwaarden, door de Regearing te bepalen.

Tabak mag, met afschrijving van accijns, uitgevoerd worden in aanzuivering van eene kredietrekening op termijn.

't Vervoer van tabak binnen het rijk, alsmede 't bezit van tabak is onderworpen aan 't vervullen van zehere formaliteiten, en moet gepaard gaan met bewijsstukken.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 JUNI 1897.

Het is toegelaten tijdelijk uit de openbare stapelhuizen weg te nemen, onder borgstelling voor de invoer- en de accijnsrechten, vreemde onbewerkte tabak, bestemd tot het vervaardigen van sigaren voor den uitvoer.

Onderstaande tabel geeft de vergelijking tusschen de verschillende stelsels van wetten.

		WET VAN 28 Juli 1879.	WET VAN 31 Juli 1883.	WET VAN 21 Mei 1888.	WET VAN 17 April 1896.
Tolrecht per 100 kil.		Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
	Onbewerkte tabak	20	»	»	»
	Ribben	15	»	»	»
Bewerkte tabak.	{ Sigaren	258	»	»	»
	{ Andere	42	»	»	»
	Onbewerkte tabak en tabaks- ribben	»	70	70	»
Bewerkte tabak.	{ Sigaren en sigaretten . .	»	300	300	»
	{ Andere (gestripte tabak inbe- grepen)	»	100	100	»
	Uittreksel van tabak (<i>prais</i> s).	»	»	70	»
On- bewerkte tabak.	{ Gestripte	»	»	»	75
	{ Andere (tabaksribben en sur- rogaten van tabak inbe- grepen)	»	»	»	55
Bewerkte tabak.	{ Sigaren en sigaretten . .	»	»	»	600
	{ Andere (uittreksel van tabak (<i>prais</i> s) inbegrepen) . .	»	»	»	120
Accijnsrecht.					
Accijnsrecht op tabaksvelden		Fr. 1-50 per beplante are.	3 centiemen per plant Kan tot 2 1/2 en 2 cent. worden ver- laagd.	1 1/2 centiem per plant	Afgeschaft
Getal planten vrij van belasting toege- laten.		Planten ge- wonnen op perceelen van min dan 1 are.	125 tot 150 planten.	80 planten	Ad libitum.
Accijns op onbewerkte buitenlandse tabak.		»	»	»	15 frank per 100 kil
Accijns op inlandsche gedroogde tabak, uitgezonderd die, welke de planters voor eigen verbruik bezigen.		»	»	»	15 frank per 100 kil

Zooals men ziet, worden de tolrechten onafgebroken verhoogd, zoowel

op onbewerkte als, en vooral, op bewerkte tabak, terwijl het accijnsrecht op de tabaksteelt bij iedere nieuwe wet wordt verlaagd en eindelijk in 1896 opgeheven.

Het is niet zonder belang, na te gaan welke gevolgen die verschillende tabakswetten in België hadden.

Navolgende tabel geeft daarover alle wenschelijke inlichtingen :

JAAR.	BEVOLKING DES RIJKS.	HOEVEELHEID ingevoerde TABAК (Bijzondere handel.)	INLANDSCHE TABAKSTEELT.					
			OPPERVLAKTE DER VELDEN.	AANGEGEVEN GETAL PLANTEN.		ALGEMEEN GETAL aangegeven Planten. (Belastbaar en niet belastbaar.)	NABIJKOMEND getal wezenlijk groeijende planten.	GEMIDDELD GEWICHT droge tabak per 100 planten.
				Belastbaar.	Niet belastbaar.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
		Kil.	Aren. C.			Planten.	Planten.	K. gr.
1880	5,520,009	7,203,715	220,228 18	46,575,226	42,612,068		71,574,158	6.666
1881	5,585,846	9,746,985	257,248 09	52,138,620	42,736,166		83,593,604	6.470
1882	5,655,197	14,791,803	242,893 60	52,295,831	43,582,797		78,820,570	6.470
1883	5,720,807	12,970,926	234,497 21	45,461,848	39,455,671		75,502,963	6.470
1884	5,784,958	3,382,397		39,019,528	22,565,337	61,584,865	61,102,036	6.470
1885	5,853,278	7,142,101		45,784,147	27,252,060	73,036,207	70,945,317	6.470
1886	5,909,975	8,781,399		44,588,938	30,362,699	74,951,637	74,443,516	6.470
1887	5,974,743	8,800,962		43,377,523	33,593,673	76,971,196	72,662,095	4.898
1888	6,030,043	8,660,298		58,573,217	8,946,436	67,519,653	64,928,818	5.437
1889	6,093,798	9,082,556		54,736,027	8,789,549	63,525,576	62,444,352	6.488
1890	6,069,321	9,126,155		60,081,789	10,281,833	70,363,622	65,987,035	6.138
TIENJARIG middelenjfer.		9,248,558	244,879 63 (3 jaar).			69,707,508 (7 jaar).	71,043,030	
1891	6,136,444	9,257,606		57,139,813	9,890,565	67,130,376	63,714,318	6.152
1892	6,195,355	8,924,812		53,449,002	10,010,603	63,459,605	62,135,591	6.721
1893	6,262,272	8,702,195		67,139,315	10,388,100	77,527,415	76,248,298	7.003
1894	6,341,958	8,378,925		75,483,441	11,512,317	86,995,758	83,822,750	7.287
1895	6,410,783	7,960,608		62,672,905	8,631,494	71,304,397	70,897,375	7.287
1896	6,495,886	9,357,930		48,356,004	46,368,767	95,021,712	94,724,971	6.536
1897	6,586,593	8,730,134		48,074,995	45,659,794	93,734,789	93,445,786	6.888
1898	6,669,732	8,896,362		46,364,239	43,597,731	89,961,973	89,777,443	6.773
1899	6,744,532	9,384,564		57,275,414	47,823,480	105,098,894	104,937,444	6.665
1900	6,815,054	9,685,359		72,249,880	49,509,389	121,759,269	121,580,091	6.569
TIENJARIG middelenjfer,		8,927,849				87,199,419	86,128,407	

			TOTAAL van kolommen 3 en 10.	HOEEVELHEID UITGEVOERDE tabak. (Bijzondere handel.)	VERBRUIK (verschil tusschen kolommen 13 en 14.	VERBRUIK per hoofd inwoner.	GEHEVEN RECHTEN.			Bedrag der accijnssrechten overeenkomende met de hoeveel- heid belastingvrije tabak.
Nabijkomende HOEEVELHEID gevoogste tabak.	Getal planten, gemiddeld per are gewonnen	Middenprijs per kilo.					TOL.	ACCJNS.		
								Inlandsche TABAK.	Buitenlandsche TABAK.	
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Kil.		Fr. C.	Kil.	Kil.	Kil	Kil.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.
4,771,133	416	»	11,974,848	338,317	11,636,531	2,108	1,576,967	167,457	»	»
5,408,841	372	»	15,155,824	318,830	14,836,994	2,656	2,065,747	207,717	»	»
5,100,006	395	1.44	19,891,809	309,646	19,582,163	3,462	3,098,061	192,214	»	»
4,885,344	362	1.57	17,856,270	318,037	17,538,233	3,065	3,059,474	180,156	»	»
3,953,546	289	1.80	7,335,943	187,930	7,148,013	1,235	2,168,422	270,981	»	»
4,590,446	328	1.83	11,732,547	192,677	11,539,870	1,971	4,935,375	719,737	»	»
4,816,801	311	1.63	13,598,200	184,827	13,413,373	2,269	6,255,118	965,611	»	»
3,558,991	308	1.31	12,359,953	192,079	12,167,874	2,036	6,220,293	752,862	»	»
3,529,935	307	1.38	12,190,233	180,321	12,009,912	1,991	6,159,272	810,041	»	134,196
4,051,115	299	1.42	13,133,671	223,390	12,910,281	2,118	6,330,183	774,969	»	131,840
4,050,370	300	1.39	13,176,525	215,417	12,961,108	2,135	6,485,364	822,607	»	154,227
4,394,539			13,643,097	232,315	13,410,782		4,677,731	569,689		
3,919,669	300	1.39	13,177,275	203,509	12,973,766	2,114	6,616,262	855,507	»	148,358
4,176,392	297	1.42	13,101,204	201,276	12,899,928	2,082	6,378,086	796,640	»	150,159
5,339,907	295	1.42	14,042,102	164,961	13,877,141	2,215	6,282,723	865,546	»	155,821
5,634,657	299	1.35	14,013,582	143,587	13,869,995	2,027	6,096,010	1,023,364	»	172,684
5,166,242	295	1.35	13,126,850	159,817	12,967,033	2,023	5,861,549	»	»	129,472
6,191,235	267	1.23	15,549,165	133,761	15,395,404	2,216	6,808,895	»	»	454,599
6,436,852	266	1.18	15,166,986	176,921	14,990,065	2,276	5,736,076	47,759	649,478	471,757
6,081,149	269	1.22	14,977,511	185,841	14,791,670	2,218	5,232,746	485,021	1,298,045	442,931
6,992,950	269	1.15	16,377,514	191,221	16,186,293	2,400	5,534,337	482,261	1,376,247	478,038
7,987,013	274	1.16	17,672,372	150,557	17,521,815	2,571	5,727,129	517,137	1,417,244	487,866
5,792,607			14,720,456	173,145	14,547,311		6,027,381	981,425		

Uit vorenstaande tabel blijkt dat :

1^o Het aantal belastbare planten sedert 1880 gestadig toenam.

In het tijdvak, volgende op de wet van 1896, steeg het : in 1898, tot 46 miljoen planten ; in 1899, tot 57 miljoen planten, en in 1900, werd het cijfer van 72 miljoen planten bereikt.

Die aanzienlijke toeneming van 26 t. h. der nijverheidsteelt, steekt af tegen de jammerlijke uitslagen en de sombere voorspellingen, opgegeven in het verslag van den heer Delannoy.

Misschien zou kunnen verondersteld worden dat de crisis, waarover de tabaksnijverheid klaagt, ten minste gedeeltelijk is te wijten aan eene te snelle overvoortbrenging, in haren gang gestremd door het planten voor huiselijk gebruik.

Er dient opgemerkt dat het verbruik daarmede gelijken tred houdt.

In 1898, bedroeg het 14,791,000 kilo ; in 1899, 16,186,000 kilo, en in 1900, 17,521,000 kilo.

2^o Het aantal niet belastbare planten verschilde volgens de stelsels, waaraan het onderworpen was.

Van 1880 tot 1883 (accijnsrecht van fr. 1.50 per are), bedraagt het nagenoeg 43 miljoen planten ; van 1883 tot 1887 (recht van 3 centiemen per plant, met 123 tot 130 belastingvrije planten), daalt het tot nagenoeg 30 miljoen planten ; van 1888 tot 1896 (recht van 1 1/2 centiem per plant en 80 belastingvrije planten), daalt het tot nagenoeg 9 miljoen planten ; eindelijk, te beginnen met 1896, stijgt het snel en geraakt van nagenoeg 9 miljoen planten, in 1900 tot 49 miljoen, dus eene verhooging van 444 t. h.

3^o De opbrengst van den accijns op inlandsche tabak stijgt regelmatig sedert 1880, en bereikt in 1894 haar toppunt, namelijk 1 miljoen frank ; thans daalt dezelfde opbrengst tot 517,000 frank, en bedraagt het cijfer der rechten, overeenkomende met de belastingvrije hoeveelheid tabak, 487,000 frank.

De opbrengst van het tolrecht daalde. Terwijl zij sedert 1886 meer dan 6 miljoen frank bleef bedragen, viel zij in 1900 tot 5,700,000 frank. Doch daartegen weegt op het accijnsrecht op buitenlandsche tabak, 1,400,000 frank, wat, voor de gezamenlijke belasting op buitenlandsche tabak de som van 7,144,000 frank geeft.

Ziehier dus de toestand waartegen de stellers van het verzoekschrift opkomen :

De wet van 1896 schafte den accijns op de tabaksteelt af. Zij ontslaat van accijnsrecht op droge tabak, die welke de planter voor huiselijk verbruik bezigt, en beperkt geenszins de hoeveelheid die ontslagen kan worden.

De belasting treft enkel den kooper of den fabrikant, terwijl de planter vrij is van alle formaliteit en van alle toezicht.

Dus kan hij gemakkelijk gansch of een gedeelte van zijnen oogst, bij hoeveelheden van ten hoogste 10 kilo, bedriegelijk aan naburen of medeplichtigen verkoopen, tot groot nadeel van de tabaksfabrikanten en -slijters, die sedert 1896 onophoudelijk over dien toestand klagen.

Dergelijke klachten mogen niet over het hoofd worden gezien.

De vrijstelling van belasting, door de wet van 1896 toegestaan, is een voorrecht ten voordeele van de landbouwers in Vlaanderen, Henegouw en het zuiden der provinciën Namen en Luxemburg. Dezen mogen hunne tabak vrij van belasting rooken en zelfs bedriegelijk verkoopen, terwijl de planters in andere streken, alsmede de fabrikanten en slijters, hunne tabak moeten koopen en accijns betalen. Dat is ook het geval met de werklieden in steden en nijverheidscentrums.

Dus bestaat er voor sommigen een voorrecht, ten nadeele van anderen.

In de Senaatszitting van 13 Juni 1901, legde de heer Delannoy een van bevoegdheid getuigend verslag over, naar aanleiding van het verzoekschrift, waarmede wij ons bezighouden. (*Annales parlementaires*, Senaat, blz. 371.)

* * *

« Toen, zegt het verslag, de wetgever in 1897 het stelsel der wet van 31 Juli 1883 wijzigde, had hij dit dubbel oogmerk : smokkelhandel beteugelen, die tengevolge van verhoogde tolrechten aan onze grenzen werd gedreven, en meer vrijheid en gemak aan de inlandsche tabaksteelt verschaffen.

» In het eerste opzicht, slaagde hij ten volle. Dank zij de genomen goede maatregelen, werd de smokkelhandel beteugeld, in zooverre dat er nu nog slechts onbeduidende hoeveelheden tabak worden binnenge-smokkeld.

» In het tweede opzicht, was de uitslag minder bevredigend. Om de belasting op de tabaksteelt af te schaffen en den planter zijne vrijheid terug te geven, nam de wetgever als beginsel aan, dat het recht niet meer verschuldigd zou zijn door den voortbrenger van den oogst, maar wel door den kooper alleen.

» Dergelijke bepaling is misschien heel schoon in theorie, doch in de praktijk had zij de meest jammerlijke gevolgen. Zij bekrachtigde wettelijk het recht tot vrijstelling van huiselijke tabaksteelt, die in 1883 enkel als eenvoudig voorrecht was toegestaan.

» Zij verhinderde alle ernstig toezicht en verwekte bijgevolg aanzienlijk bedrog in zake van accijnsrechten. Kortom, ze maakte de ernstige toepassing van de wet onmogelijk.

» Het reeds in 1883 verleende voorrecht tot vrijstelling werd van in den beginne hevig bestreden, zelfs door parlamentsleden die doorgingen als de ijverigste verdedigers van den landbouw. »

Vervolgens doet de heer Delannoy uitschijnen welke misbruiken en bedriegerijen de achtereenvolgende vrijstellingen van 1884 tot 1900 teweeg brachten, alsmede 't verlies dat daaruit voor de openbare Schatkist volgde.

« En overweegt men dat die onbelaste hoeveelheid gestadig toeneemt, dan mag er met veel grond worden voorspeld dat, komt er geene doortastende verandering, de nijverheidsteelt en de fabricatie van rooktabak tot eenen aanstaanden en onvermijdelijken dood zijn gedoemd.

» Hoe kunnen zij immers de mededinging doorstaan?

» De vrijgestelde planter betaalt hoegenaamd geen recht, terwijl planters van beroep of fabrikanten 15 frank per honderd kilo of 2 tot 3 t. h. van de

waarde moeten kwijten. Daarenboven hebben zij een duur patent en moeten kosten van verwerking betalen, en in hunnen arbeid het middel vinden om hunne familie op te voeden.

» De planter uit liefhebberij vindt zonder kosten zijne tabak in zijnen hof en snijdt ze met het eerste het gereedste mes.

» En wat ongelooflijk is, alle voordeel wordt aan laatstgemelden gegeven, terwijl de anderen zoozeer verdacht en bewaakt worden, dat het soms eene overdreven plagerij is.

» 't Verlies van één groot gedeelte hunner klanten is niet de eenige grief van onze ongelukkige planters van beroep. Nietalleen betalen de zoogezegde planters geene hoegenaamde belasting voor de tabak die zij verbruiken en onder hunne vrienden verdeelen, ze betalen er ook geene voor het soms aanzienlijk overschot van hunnen oogst, waarvan zij zich tegen allen prijs ontmaken, zoodat aldus eerlijke mededinging onmogelijk wordt.

» Is het dan te verwonderen, dat in zekere streken gefabriceerde tabak tegen fabelachtig lagen prijs wordt verkocht? Op alle markten van Vlaanderen wordt tabak tegen zulke prijzen aangeboden, dat het gansch onmogelijk ware ze af te staan, zoo de rechten betaald en de grondstof op gewone wijze verkregen waren.

» Zoo tabak, evenals suiker, brandewijn en bier, zekere fabricatie moest ondergaan, vooraleer tot het gebruik geschikt te zijn, men zou die volstreckte vrijheid voor de tabaksteelt kunnen begrijpen; dan hadde men toezicht binnen de fabrieken kunnen uitoefenen. Doch, daar ze verbruikt kan worden zonder hoegenaamde voorbereiding, kan er onmogelijk worden nagegaan of het door bijzondere personen geoogste door hen zelven werd verbruikt, dan wel of zij het verwerkt of in bladen hebben voortverkocht.

» Bedrog is des te gemakkelijker, doordien het reeds zoo aanzienlijk getal planters onophoudelijk toeneemt, dat zij doorgaans maar weinig voortbrengen, en dat het voortgebrachte gedurende 't vervoer niet wordt bewaakt.

» In elk geval, moet voorzeker eene groote hoeveelheid niet belaste tabak in den handel worden gebracht, want aangenomen dat er een aanzienlijk getal planters bestaat, toch is 't niet mogelijk dat zij die overgroote hoeveelheid van 4 millioen kilo kunnen verbruiken.

» In de wet draagt overigens alles bij om bedrog gemakkelijker te maken.

» Zooals hierboven werd gezegd, mag iedereen op alle plaatsen eene onbeperkte hoeveelheid tabak planten, zonder voorafgaande formaliteiten te moeten vervullen.

» Is de oogst binnen, dan mag de tabak naar onverschillig welke droogplaats worden overgebracht, al is deze in gebruik bij een of meer personen. De wet veroorlooft geenen accijnsbeambte er het minste toezicht uit te oefenen en hij mag er zelfs niet binnenkomen.

» Dus is het volstrekt onmogelijk na te gaan hoeveel tabak daar werd binnengebracht, wat door de planters verbruikt en hoeveel voortverkocht is.

» Naar den geest der wet, moet gansch het toezicht worden uitgeoefend

over het vervoer van tabak, nadat deze volkomen droog uit de schuur komt. Doch, hier nogmaals verhindert de wet, in strijd met alle fiskale beginselen, het wettig toezicht en bevordert bedriegerij.

» Zij laat den van belasting ontslagen planter toe zijne gedroogde tabak zonder hoegenaamd document of aangifte, met ten hoogste 10 kilo, bij den kerver in het dorp te brengen. Nochtans verzwijgt de wet hoeveel keeren dat vervoer herhaald mag worden en vraagt niet wat er met die gesneden tabak wordt gedaan.

» En aangezien die kerver zelf planter en uitverkooper mag zijn, zonder verdere beperking dan zijne kersbank in een ander lokaal te plaatsen dan daar waar hij verkoopt, kan men gemakkelijk begrijpen welk bedrog er wordt gepleegd.

» En zeggen dat er geen hulpmiddel is tegen dien treurigen toestand, zoolang de wet niet gewijzigd wordt !

» Ziehier wat er met de bovenstaande wet gebeuren kan :

» Een inwoner van Brussel wil tabak planten op een van zijne eigendommen in de omstreken van Werwik of op de boorden van de Semois. Hij moet geene formaliteit vervullen en geene belasting betalen, vermits hij plant voor zijn eigen gebruik. Nadat zijn oogst binnen is, brengt hij zijne tabak naar de schuur van een zijner pachters. Maar als nu zijne tabak droog is, hoe kan hij ze naar Brussel brengen en daar behouden ?

» De wet veroorlooft hem zijne tabak vrij van rechten te planten voor zijn eigen gebruik en dat van zijne bloedverwanten; zelfs laat zij hem toe die tabak kosteloos onder vrienden en kennissen uit te deelen; zoolang hij niet verkoopt, is hij geen recht verschuldigd. Maar, — en dat is eene onbegrijpelijke strijdigheid in de wet, — deze laat hem zelfs niet toe zijne tabak te vervoeren, zonder documenten die bewijzen dat de belasting werkelijk betaald is. En wil hij de belasting betalen, om in 't vrij bezit van zijne tabak te komen, dan kan hij het niet doen, want volgens de bepaling van de wet, is hij zelfs niet in staat de opbrengst voor de belasting aan te geven, tenzij hij terzelfder tijd fabrikant is.

» Daaruit zou men moeten besluiten dat de wetgever aan den stedeling het voorrecht niet wilde verleen en dat aan buitenmensen alleen is toegestaan. Waarom heeft hij dat dan niet klaar en duidelijk gezegd ? Of zou hij gevreesd hebben het artikel van onze Grondwet te schenden, waarin gezegd wordt dat alle burgers gelijk zijn voor de wet en voor de belasting ?

» Men ziet dat, met hare tegenwoordige bepalingen, de wet niet kan toegepast worden, en dat zal nog meer het geval worden, naarmate de groote planters door particulieren vervangen zijn. Dezer tabaksteelt vermeerdert gestadig, en wel door de propaganda der ambtenaren van de regeering, vooral landbouw-ingenieurs en onderwijzers.

» Vijf en twintig jaar geleden, werd er maar tabak geplant in Vlaanderen, Henegouw en Brabant. In onze vijf andere provinciën was dat gansch onbekend. Nu is er geene enkele gemeente in 't land meer, die geene planters heeft, tot groote schade voor alle belanghebbenden, met inbegrip van de Schatkist, wier ontvangsten meer en meer verminderen.

» Misschien ware 't beter tot het stelsel Graux terug te komen en de tabaksteelt te belasten volgens de uitgestrektheid van het beplante land of wel volgens het getal planten, zonder hoegenaamde vrijstelling van voortbrenging voor de familie.

» De volksvertegenwoordigers moeten goed overtuigd zijn dat de tabakskweekers en fabrikanten hun eerst en vooral vragen een rechtvaardig werk te verrichten. Ze verlangen geene gunsten of voorrechten, maar enkel gelijkheid, zonder welke ze niet kunnen voortbestaan. We mogen den ondergang van eenen van 's lands oudste en belangwekkendste nijverheidstakken, over gansch het land verspreid en aan duizenden arbeid gevende, met geen onverschillig oog aanzien.

» We mogen ook geen stelsel laten voortduren, dat gansch buiten den geest van de wet bestaat. Deze wilde eenvoudig eenige ongelukkigen begunstigen, die rond hunne hut een stukje land bewerken, maar hoegenaamd niet die massa welstellende personen, die misbruik maken van vrijstelling van rechten, om daaruit met bedrog ongeoorloofde winst te trekken. We moeten eindelijk begrijpen dat onze landbouw niets te winnen heeft bij het uitbreiden van persoonlijke tabaksteelt, maar dat hij eene van zijne voornaamste hulpbronnen zal verliezen, zoodra de groote tabaksteelt voorgoed door mededinging is gedood. De planters beginnen te begrijpen dat hun belang slecht is gediend en dat het bestaande stelsel voor hen uiterst noodlottig is.

» Alhoewel het verbruik van Belgische tabak sterk is toegenomen, toch kan ze maar moeilijk worden verkocht, en zijn de prijzen belachelijk klein. Vreemde tabak is 50 t. h. duurder geworden, en Belgische tabak, in plaats van met dien opslag mede te gaan, is integendeel 50 t. h. goedkooper geworden.

» Waarbij komt die onregelmatige toestand? Moet hij niet toegeschreven worden aan de overgroote hoeveelheid tabak, door particuliere personen voortgebracht, en die op den duur allen handel, alle nijverheid en alle tabaksteelt vanwege mannen van beroep, zal versmachten, aan de begunstigten slechts een voordeel van fr. 1.20 per jaar latende? »

* * *

De Commissie van den Senaat besloot tot afschaffing van de vrijstelling, aan de zoogezegde tabaksteelt voor de familie toegestaan, en verzoekt de Regeering dien maatregel toe te passen in 't belang van landbouw, tabakshandel en -nijverheid.

Drie oplossingen liggen bij de hand, voor de zaak die ons bezighoudt :

1° Diegene welke volgt uit het verslag van den heer Delannoy, dat is : intrekking van de ontslaging van de tabaksteelt voor huiselijk verbruik en wederinvoering van het accijnsrecht op de teelt, voor iedereen zonder uitzondering;

2° Eene oplossing in tegenovergestelden zin ware volledige opheffing voor iedereen, van den accijns op de teelt en op droge tabak,

Tabaksteelt en -bereiding zouden vrij zijn. Buitenlandsche tabak zou tolrecht blijven betalen;

3^o Eindelijk, bestaat er eene gemengde oplossing, die zou zijn het wederinvoeren van een stelsel gelijk aan dat der wet van 1883 of van 1888.

Laat ons in algemeenen zin onderzoeken welke voordeelen en bezwaren deze drie oplossingen zouden opleveren :

1^o De eerste herstelt het accijnsrecht op de tabaksteelt en schaft waarschijnlijk den accijns van 15 frank op droge inlandsche tabak af.

Dus zouden de teelt voor huiselijk gebruik en die voor nijverheidsgebruik op gelijken voet zijn geplaatst. Hoeveel zou het accijnsrecht bedragen? De wet van 1888 bepaalde het op 1 1/2 centiem, doch liet tachtig planten vrij. De oplossing, die de heer Delannoy voorstelt, zou alle vrijstelling voor huiselijke tabaksteelt afschaffen; dus schijnt het moeilijk eene verlaging van 't bedrag van 1 1/2 centiem tot 1 centiem te vermijden. Het aantal thans belastbare planten zal toenemen, terwijl dit van de huiselijke tabaksteelt opnieuw zal dalen tot nagenoeg 10 millioen, zooals het vóór 1896 was.

Nemen wij de toeneming aan, die voor 1898-1899 en 1900 bestaat, dan zou het getal belastbare planten in 1902 ten minste 82 millioen moeten bereiken, terwijl de huiselijke tabaksteelt 10 millioen zou bedragen, dus te zamen 92 millioen.

92 millioen planten tegen 1 centiem zal als opbrengst aan accijns op inlandsche tabak 920,000 frank geven, in plaats van 517,000 frank.

En die cijfers mogen als minima gelden. Dus is het gansch ten voordeele van den Staat.

Doch hoe zullen de huiselijke planters, die ontwend zijn aan alle toezicht over hunne velden, vrij van alle formaliteit en belasting, die hervorming bejegenen?

Men moet zich van die zijde aan eene krachtdadige tegenkanting verwachten.

2^o Het tweede stelsel zou waarschijnlijk goed onthaald worden door verbruikers en voortbrengers van inlandsche tabak; doch het ware nadeelig voor 's Lands financiën.

De rechten, in 1900 op tabak geheven, bedragen :

Tolrecht.		fr. 5,727,000
Accijns.	{ Inlandsche tabak	fr. 517,000 }
	{ Buitenlandsche tabak.	» 1,417,000 }
		—————
Te zamen.		fr. 7,661,000

Dus kan worden aangemerkt dat :

a) De Staat de 517,000 frank accijns op inlandsche tabak zou verliezen ;

b) Ingeval het opheffen van den accijns op inlandsche tabak dit op buitenlandische moest medebrengen, zou de Staat nog 1,417,000 frank verliezen.

3^o Ten slotte hebben wij den terugkeer tot een stelsel in den aard van dit van 1883 of van 1888.;

De gevolgen, zoo in het opzicht van financiën als van handel, werden waargenomen en opgegeven in de tabel, aan dit verslag toegevoegd.

Werden die stelsels gewijzigd, dan is 't omdat men er erge bezwaren in vond.

Die bezwaren werden beschreven in het verslag van den heer Delannoy, en het ergste van alle is nog de smokkelhandel, waartegen bijzondere maatregelen zouden dienen genomen.

Na onderzoek en beraadslaging, besloot de Commissie voor Nijverheid ten voordeele van de tweede oplossing en stelt zij voor : Afschaffing van accijnsrecht zoowel op inlandsche als op buitenlandsche tabak. Laatstgemelde, waarop een aanzienlijk tolrecht drukt, zou geen accijnsrecht kunnen dragen, waarvan de andere vrij zou wezen, zonder dat het nadeel verwekke voor de fabrikanten die uitsluitend of gedeeltelijk buitenlandsche tabak als grondstof verwerken, en zonder schade te veroorzaken aan den invoerhandel van buitenlandsche tabak, die reeds zwaar is belast.

Anderzijds, zou afschaffing van accijnsrecht op inlandsche tabak dit voordeel opleveren, dat zij eene van de in ons land nog voordeel opleverende landbouw takken zou bevorderen, terwijl het wederinvoeren van den accijns op de teelt algemeene afkeuring zou vinden bij de planters, sedert jaren ontwend aan alle fiskaal toezicht.

De bestendige Commissie voor Nijverheid oordeelt dus dat het opheffen van allen accijns op tabak tevens dienstig is voor de belangen van handelaars, fabrikanten en planters ; stelt voor, het verzoekschrift te verzenden naar den heer Minister van Financiën en vestigt op de bovenvermelde oplossing de welwillende aandacht der Regeering.

De Verslaggever,

JULKS DALLEMAGNE.

De Voorzitter,

JAN DE WINTER.

